

Fruit and Vegetable Growers of Canada Progress Report



LES PFLC TRAVAILLENT POUR VOUS

Aborder rapidement les priorités émergentes et évolutives avec les décideurs gouvernementaux et faire du lobbying pour soutenir nos membres et les producteurs de partout au Canada.

FAITS SAILLANTS DE L'ANNÉE



• 12 soumissions aux consultations du gouvernement

• COMPARUTION DEVANT LE COMITÉ PERMANENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

→ Aborder les perturbations de la chaîne d'approvisionnement

• Retour aux journées de lobbying en personne sur la Colline

→ Rencontres avec 50 parlementaires et représentants

• ENGAGEMENT DIRECT SUR LE PROCHAIN CADRE STRATÉGIQUE

• RENCONTRES AVEC CINQ (5) MINISTRES FÉDÉRAUX ET LEUR PERSONNEL

→ Emploi et Développement social Canada

→ Santé Canada

→ Agriculture et Agroalimentaire Canada

→ Développement économique rural Canada

→ Environnement et Changement climatique Canada

Commerce et Marketing

Protection des cultures

Énergie, Environnement et Changement climatique

Main d'œuvre

Normes de l'industrie et salubrité des aliments

Gestion des risques de l'entreprise

Nos priorités:

- Assurer le suivi des changements de politique d'importation pour s'assurer que les producteurs canadiens sont les premiers à vendre au Canada.
- Travailler directement avec le gouvernement sur les questions d'importation et d'exportation des membres au fur et à mesure qu'elles se présentent.
- Contribution aux négociations commerciales avec l'Inde, aux négociations de l'ALE entre le Canada et le Royaume-Uni, ainsi qu'à la mission de l'AAC auprès de l'ANASE.
- Travailler à travers la chaîne de valeur pour développer le code de conduite pour le secteur des produits d'épicerie.
- Organiser conjointement avec l'ACIA : Webinaire des Partenaires canadiens sur la qualité de l'oignon.
- Assurer le suivi des défis de la chaîne d'approvisionnement

Obtenir des résultats sur les résolutions:

- Pression régulière pour que des experts commerciaux soient présents lors de toute négociation avec les partenaires commerciaux en compagnie de l'ACIA.
- Défense du projet de loi C-280, la Loi sur la protection financière des producteurs de fruits et légumes frais, afin d'offrir au secteur la même protection que celle offerte par la Perishable Agricultural Commodities Act (PACA) des États-Unis.

Nos priorités:

- Communiquer régulièrement avec les chercheurs d'AAC et les coordonnateurs provinciaux des usages limités (CPUL).
 - Proposer des solutions aux problèmes découlant des modifications apportées aux modes d'emploi des étiquettes des produits antiparasitaires.
 - Participer activement au processus de transformation de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA), notamment en assurant la représentation des PFLC aux six comités connexes de l'ARLA.
 - Travailler avec l'ARLA sur ses efforts pour collecter plus d'informations sur l'utilisation des pesticides auprès des producteurs de fruits et légumes et s'assurer que ces informations sont utilisées par l'ARLA. Ces renseignements aident à réduire le conservatisme des évaluations des risques de l'ARLA afin de conserver les homologations de pesticides au Canada.
 - S'assurer que les changements envisagés par l'ARLA à ses politiques et procédures et à la Loi sur les produits antiparasitaires ne nuisent pas aux intérêts des producteurs de fruits et légumes du Canada.
 - Faire continuellement pression pour obtenir des fonds afin de s'assurer que nos producteurs disposent des outils dont ils ont besoin :
 - Appuyer l'augmentation permanente du budget de l'ARLA lorsque l'investissement actuel de trois ans prendra fin.
 - Appuyer une augmentation substantielle du budget du Centre de la lutte antiparasitaire (CLA) et des augmentations inflationnistes par la suite, afin de soutenir la recherche du CLA sur des produits phytosanitaires de remplacement plus sûrs et à usage limité.
 - Soutenir la recherche sur les avantages des gants pour réduire l'exposition aux produits phytosanitaires après leur application.
 - Faire pression pour une plus grande harmonisation des processus de réglementation des produits phytosanitaires suivis par l'ARLA et son homologue US Environmental Protection Agency.
- ### Obtenir des résultats sur les résolutions:
- Nous avons réussi à obtenir un investissement de 50 millions de dollars sur trois ans du gouvernement fédéral dans la lutte antiparasitaire, dont 42 millions sont versés à l'ARLA.
 - Nous avons réussi à faire passer le message concernant la nécessité d'augmenter le financement du CLA et de l'ARLA après la fin de l'investissement actuel, et nous avons travaillé avec CropLife Canada et d'autres intervenants agricoles pour faire passer le message.

Nos priorités:

- Travail sur l'Indice national de rendement agroalimentaire du Canada
- Aide au gouvernement à travailler avec les producteurs pour atteindre des objectifs qui ont du sens.
- Consultations sur : les objectifs de réduction des émissions d'engrais, la stratégie fédérale de développement durable, le cadre proposé pour le règlement sur l'électricité propre.
- Plaidoyer en faveur d'incitations financières pour une agriculture intelligente sur le plan climatique.
- Participation active aux initiatives de l'industrie et du gouvernement pour développer des ressources sur l'écologisation de l'agriculture.
- Travail pour étendre la voix des producteurs canadiens au niveau international par le biais de la COP15 (Conférence des Parties).

Obtenir des résultats sur les résolutions:

- Défense du projet de loi C-234, Loi modifiant la Loi sur la tarification de la pollution causée par les gaz à effet de serre - présentation d'un mémoire au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire (AGRI) pour souligner la nécessité d'exemptions initiales afin de réduire le fardeau de la taxe sur le carbone pour les producteurs.

Nos priorités:

- Working to strengthen the TFW and SAWP programs, and developing a national labour strategy for agriculture.
- Pushing for a Recognized Employer Program.
- Advocating for more resources at ESDC and IRCC to improve the process of bringing workers into Canada.
- Presenting the employers' experience and perspective in discussions about worker housing.
- Collaborating with other stakeholders in the agriculture sector to develop a national workforce strategy.
- Ensuring SAWP remains a standalone program that serves the unique needs of fruit and vegetable growers.

Obtenir des résultats sur les résolutions:

- Achieved commitment from the Government for implementing a Trusted (Recognized) Employer Program in Budget 2022.
- Worked with the federal government to ensure the ongoing viability and delivery of Temporary Foreign Worker Programs.
- Worked in partnership to develop a National Workforce Strategy for Agriculture.
- Represented the sector and our employers at the Ministerial Roundtable on worker housing.
- Met with Minister Qualtrough's office to discuss strengthening the Temporary Foreign Worker Program, but keeping SAWP as a standalone program.

Nos priorités:

- Engagement avec la direction de l'ACIA et les ministres de l'Agriculture et de la Santé.
- Propositions visant à rendre l'ACIA plus transparente, plus réactive et plus collaborative.
- Sensibilisation des producteurs aux changements apportés aux programmes de la GFSI et promotion de l'acceptation des options qui ne font pas partie de la GFSI par la communauté des acheteurs.
- Élargissement de la certification CanadaGAP aux produits émergents et aux méthodes de production innovantes, y compris la production en serre.
- Soutien des équipes de révision des catégories de fruits et légumes frais dirigées par la DRC.

Obtenir des résultats sur les résolutions:

- Organisation d'un webinaire en partenariat avec l'ACDFL et CanadaGAP pour informer les détaillants canadiens sur les exigences de certification de la GFSI pour les fruits et légumes et les options non-GFSI.
- Création d'un groupe de travail technique avec l'ACIA, en partenariat avec l'ACDFL et la DRC, avec des réunions mensuelles pour aborder les questions ayant un impact sur le secteur des fruits et légumes frais.
- Les normes de catégories révisées (concombres sans pépins de serre, mini-concombres et tomates) sont sur le point de faire l'objet d'un examen final par l'ACIA.

Nos priorités:

- Préciser l'augmentation du seuil de déclenchement d'Agri-stabilité.
- Faire pression pour que des améliorations soient apportées aux programmes de soutien par le biais du prochain cadre stratégique, notamment pour que les programmes de GRE bénéficient d'un financement accru.
- Travailler avec d'autres intervenants du secteur agricole pour repousser l'inclusion de la conditionnalité des meilleurs pratiques de gestion (MPG) environnementales dans les programmes de GRE.
- Collaborer avec AAC à une étude de faisabilité sur l'assurance fondée sur les revenus.
- Surveiller les répercussions des conditions météorologiques extrêmes sur la production agricole et la situation financière des producteurs.
- Fournir aux membres des ressources pour les aider à s'orienter dans les programmes disponibles.

Obtenir des résultats sur les résolutions:

- La ministre fédérale et les ministres provinciaux et territoriaux ont annoncé l'augmentation du taux de compensation d'Agri-stabilité de 70 à 80 % ; cette mesure s'ajoute à l'élimination de la limite de la marge de référence (LMR) annoncée précédemment.
- Réunions avec les hauts fonctionnaires d'AAC sur les exigences de la conditionnalité.
- Participation à l'élaboration du prochain cadre stratégique.

Le 31 octobre, 2022